

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/S/O/POL

25 avril 2003

(03-2220)

**Conseil du commerce des services
Session extraordinaire**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA POLOGNE

Offre initiale sur les services

La délégation de la Pologne a fait parvenir au Secrétariat le 22 avril l'offre initiale ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

Le présent texte est conditionnel.

La Pologne se réserve le droit de le modifier ou de le retirer en totalité ou en partie à tout moment au cours des négociations sur les services.

POLOGNE - LISTE D'ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX¹			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	<p>1) Non consolidé en ce qui concerne les subventions et autres aides publiques</p> <p>2) Non consolidé en ce qui concerne les subventions et autres aides publiques</p>	<p>1) L'acquisition de propriétés immobilières, directement ou indirectement, par des étrangers ou des personnes morales étrangères (personnes physiques ou personnes morales) doit être autorisée au préalable</p> <p>2) L'acquisition de propriétés immobilières, directement ou indirectement, par des étrangers ou des personnes morales étrangères (personnes physiques ou personnes morales) doit être autorisée au préalable</p>	

¹ Il existe un régime non discriminatoire de contrôle des changes concernant les limitations des transactions en devises et le régime des permis (généraux et individuels) concernant ces transactions qui s'inscrivent parmi les autres limitations aux mouvements de capitaux et aux paiements. Les opérations en devises ci-après doivent être autorisées au préalable:

- sortie de devises étrangères;
- introduction de devises polonaises dans le pays;
- transfert du droit de propriété des avoirs monétaires entre personnes du pays et étrangers;
- octroi et utilisation de prêts ou de crédits par des personnes de nationalité polonaise dans les opérations sur devises;
- contrats ou exécution de règlements en devises étrangères à l'intérieur de la Pologne au titre de marchandises, de propriétés immobilières, de droits de propriété et de services ou de travail fournis dans le pays;
- ouverture et détention de comptes en banque à l'étranger;
- acquisition et détention de valeurs mobilières étrangères et acquisition à l'étranger de propriétés immobilières;
- souscription à l'étranger d'autres obligations d'effet similaire.

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Tous les secteurs sauf les services juridiques: L'établissement de fournisseurs étrangers de services ne peut que prendre la forme d'une société en commandite simple, d'une société à responsabilité limitée ou d'une société anonyme. La même forme juridique est imposée dans le cas des coentreprises polono étrangères.</p> <p>Tous les secteurs sauf les services bancaires et les services d'assurance: Non consolidé en ce qui concerne les succursales et bureaux de représentation</p> <p>Les fournisseurs de services étrangers peuvent établir des bureaux de représentation ayant leur siège en République de Pologne. Ils se borneront à mener des activités destinées à assurer leur publicité et leur promotion.</p> <p>Non consolidé en ce qui concerne l'acquisition de propriétés de l'Etat au titre des privatisations</p> <p>Une autorisation est exigée pour l'établissement d'une société à capitaux étrangers dans les cas suivants:</p> <p>— établissement d'une société, achat ou acquisition de parts ou d'actions d'une société existante; élargissement de l'activité de la société lorsque l'étendue de cette activité porte sur au moins un des points suivants:</p>	<p>3) L'acquisition de propriétés immobilières, directement ou indirectement, par des étrangers ou des personnes morales étrangères (personnes physiques ou personnes morales) doit être autorisée au préalable</p> <p>Le traitement accordé aux succursales de sociétés de pays tiers constituées conformément à la législation de la Pologne et qui ont leur siège, leur administration centrale ou leur établissement principal sur le territoire de la Pologne ne pourra pas être accordé aux succursales établies en Pologne par des sociétés d'un pays tiers</p>	

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>— gestion de ports de mer et d'aéroports;</p> <p>— opérations immobilières ou intervention en qualité d'intermédiaire dans des opérations immobilières;</p> <p>— approvisionnement des industries de la défense non couvert par d'autres régimes de licences;</p> <p>— commerce de gros de biens de consommation importés;</p> <p>— fourniture de services de conseil juridique.</p> <p>— création d'une coentreprise à capitaux étrangers dans laquelle la partie polonaise est une personne morale publique et apporte au capital initial des avoirs non pécuniaires;</p> <p>— conclusion de contrats qui comportent le droit d'utiliser des biens appartenant à l'Etat durant plus de 6 mois, ou l'acquisition de la possession de ces biens.</p> <p>Non consolidé en ce qui concerne les subventions et autres aides publiques</p> <p>4) Non consolidé sauf pour ce qui concerne l'autorisation donnée aux fournisseurs étrangers de services intervenant dans les secteurs visés dans la présente liste et établis en Pologne d'employer temporairement un personnel indispensable conformément à la législation polonaise, à savoir les personnels d'encadrement ou spécialistes qui possèdent des qualifications ou des connaissances de pointe ou rares indispensables au fonctionnement de l'entreprise, à la condition que ces personnes aient été employées par la même entreprise depuis au moins une année.</p>	<p>4) L'acquisition de propriétés immobilières, directement ou indirectement, par des étrangers ou des personnes morales étrangères (personnes physiques ou personnes morales) doit être autorisée au préalable</p>	

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les mesures énumérées ci-après limitent également le traitement national:</p> <p>Non consolidé sauf pour les mesures régissant l'entrée et le séjour temporaire en Pologne des personnes physiques des catégories suivantes fournissant des services:</p> <p>i) le séjour temporaire, en détachement à l'intérieur de leur société, de personnes physiques employées par une personne morale autre qu'une organisation sans but lucratif, établie sur le territoire d'un membre de l'OMC et qui sont temporairement détachées en vue de la prestation d'un service dans le cadre d'une présence commerciale sur le territoire de la Pologne. Les personnes morales en question doivent avoir leur établissement principal sur le territoire d'un membre de l'OMC autre que la Pologne et la personne détachée doit l'être auprès d'un établissement (bureau, agence ou succursale) de ladite personne morale qui assure effectivement la prestation de services similaires sur le territoire de la Pologne.</p> <p>Les permis de travail sont délivrés exclusivement pour une période bien définie, jusqu'à un an avec possibilité de prolongation, pour chaque étranger travaillant pour le compte d'un employeur spécifié. Examen obligatoire de la situation du marché.</p>		

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Le séjour temporaire est autorisé pour les personnes physiques des catégories ci-après, à condition que le fournisseur de services soit une personne morale et que les personnes en question aient été employées par elle ou en aient été des associés (sauf en qualité d'actionnaires majoritaires) au moins pendant les 12 mois précédant immédiatement leur détachement:</p> <p>a) personnes qui occupent un poste de rang supérieur dans une entreprise constituée en personne morale, qui ont essentiellement pour tâche d'assurer la gestion de l'établissement et auxquelles le conseil d'administration, les actionnaires de l'entreprise ou leur équivalent principalement n'adressent que des indications ou directives de caractère général concernant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la direction de l'établissement, d'un de ses départements ou d'une de ses subdivisions; - la supervision et le contrôle d'autres superviseurs, professionnels ou cadres; - leur autorité personnelle de recruter et de licencier du personnel ou d'en recommander le recrutement ou le licenciement ou de prendre d'autres décisions concernant le personnel. 		

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>b) personnes employées par une personne morale qui possèdent des connaissances rares ou indispensables concernant le service, le matériel de recherche, les techniques ou la gestion de l'établissement. Pour déterminer ces connaissances, il sera tenu compte non seulement des connaissances particulières au type d'établissement, mais également du point de savoir si la personne en question possède de hautes qualifications pour un métier ou une profession qui exige des connaissances techniques déterminées, et en particulier la qualité de membre d'une profession accréditée.</p> <p>ii) Aucune restriction n'est imposée aux visites d'hommes d'affaires, à concurrence de trois mois, qui ont pour but la négociation ou la conclusion de transactions, si cette visite ne comporte pas la fourniture directe de services.</p> <p>Non consolidé en ce qui concerne les subventions et autres aides publiques</p>		

Modes de
fourniture:

- 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. <u>Services professionnels</u>			
a) Services juridiques (CPC 861 + services d'arbitrage et de conciliation ²)	<p>1) Néant <i>Non consolidé pour les juristes qui occupent des charges publiques. Cette mesure limite aussi le traitement national.</i></p> <p>2) Néant <i>Non consolidé pour les juristes qui occupent des charges publiques. Cette mesure limite aussi le traitement national.</i></p> <p>3) Autorisation d'établissement obligatoire Établissement sous la forme d'une société de personnes immatriculée (spółka jawna) ou d'une société en commandite simple (spółka komandytowa). Condition de nationalité. <i>Non consolidé pour les juristes qui occupent des charges publiques. Cette mesure limite aussi le traitement national.</i></p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Condition de nationalité. <i>Non consolidé pour les juristes qui occupent des charges publiques. Cette mesure limite aussi le traitement national.</i></p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Néant</p>	

² La fourniture de services juridiques n'est autorisée que si elle consiste à fournir des conseils juridiques et à élaborer des avis juridiques concernant le droit public international et le droit de toute juridiction où le fournisseur de services est habilité à exercer en tant que juriste, et est assujettie aux prescriptions et procédures en matière de licences applicables en Pologne. Pour les juristes fournissant des services juridiques concernant le droit international public et le droit étranger, ces prescriptions et procédures peuvent prendre diverses formes: respect des codes de déontologie locaux, utilisation du titre du pays d'origine (à moins que l'équivalence avec le titre du pays d'accueil n'ait été obtenue), prescriptions en matière d'assurance, simple inscription auprès des autorités autonomes de Pologne régissant les professions d'avocat et de conseiller juridique. Les services juridiques relatifs au droit polonais seront fournis par un juriste pleinement qualifié en Pologne et admis à la profession d'avocat ou de conseiller juridique, agissant personnellement. L'admission pleine et entière à l'exercice des professions d'avocat ou de conseiller juridique en Pologne pourrait donc être nécessaire pour la représentation devant les tribunaux et autres autorités compétentes de Pologne puisque

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de comptabilité, d'audit et de tenue de livres (CPC 862)	1) Néant 2) Néant 3) Condition de nationalité dans le cas des auditeurs. Les auditeurs étrangers peuvent pratiquer après confirmation de leurs qualifications. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Condition de nationalité dans le cas des auditeurs. Les auditeurs étrangers peuvent pratiquer après confirmation de leurs qualifications.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
e) Services d'ingénierie (CPC 8672)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
h) Services médicaux et dentaires privés (CPC 9312, à l'exclusion des services fournis par le secteur public)	1) Les programmes publics d'assurance maladie ne couvrent pas les soins médicaux à l'étranger 2) Les programmes publics d'assurance maladie ne couvrent pas les soins médicaux à l'étranger 3) Condition de nationalité. Autorisation obligatoire de la pratique des professions médicales par des étrangers. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Condition de nationalité. Autorisation obligatoire de la pratique des professions médicales par des étrangers.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Des limites sont imposées au droit accordé aux médecins étrangers d'être élus dans les associations professionnelles.	

celle-ci implique la pratique du droit procédural polonais. Toutefois, un juriste étranger est autorisé à représenter, dans une procédure civile, une partie ayant la nationalité de l'État dans lequel il est habilité à exercer en tant que juriste ou ressortissant à cet État.

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
i) Services vétérinaires (CPC 932)	1) Néant 2) Néant 3) Condition de nationalité. Les étrangers peuvent demander l'autorisation de pratiquer. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Condition de nationalité. Les étrangers peuvent demander l'autorisation de pratiquer.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
j) Services d'accoucheuses et de personnel infirmier dans les établissements privés (CPC 93191**, à l'exclusion des services fournis dans le secteur public)	1) Les programmes publics d'assurance ne couvrent pas les prestations médicales fournies à l'étranger 2) Les programmes publics d'assurance ne couvrent pas les prestations médicales fournies à l'étranger 3) Condition de nationalité dans le cas des accoucheuses et infirmières 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Condition de nationalité dans le cas des accoucheuses et infirmières.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
B. <u>Services informatiques et services connexes</u>			
Services informatiques et services connexes (CPC 841, 842, 843 et 844)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u>			
a) Services de publicité (CPC 871, sauf la publicité des produits du tabac, des boissons alcooliques et des produits pharmaceutiques)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
c) Services de conseil en gestion (CPC 865)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
f) Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture (CPC 881)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
h) Services auxiliaires des industries extractives et de l'industrie pétrolière (CPC 883, sauf exploitation des ressources naturelles)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
p) Services photographiques (CPC 875, sauf photogrammétrie)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
r) Services d'impression et d'édition (CPC 88442)	1) Néant 2) Néant 3) Condition de nationalité pour les rédacteurs en chef de quotidiens et de revues 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Condition de nationalité pour les rédacteurs en chef de quotidiens et de revues.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
t) Autres	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
- Services de traduction, à l'exclusion des services d'interprètes jurés (CPC 87905 ^{**})			
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
B. <u>Services de courrier</u>			
- Services de courrier, à l'exclusion des correspondances écrites (par exemple lettres) (CPC 7512)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>C. <u>Services de télécommunication</u> (à l'exclusion de la diffusion)³</p> <p>Autres services de télécommunication, y compris les services à valeur ajoutée (CPC 7522**, 7523**)</p>	<p>1) L'utilisation du réseau public ou du réseau d'un autre exploitant est obligatoire pour la fourniture transfrontières de ces services</p> <p>2) L'utilisation du réseau public ou du réseau d'un autre exploitant autorisé est obligatoire pour la consommation à l'étranger de ces services</p> <p>3) La fourniture de services de réseaux à valeur ajoutée en Pologne ne peut se faire que par l'utilisation de réseaux agréés⁴. La participation étrangère au capital des lignes interurbaines ne peut dépasser 49 pour cent. Aucun maximum de participation pour les exploitants locaux. L'utilisation du réseau public ou du réseau d'un autre exploitant autorisé est obligatoire pour la fourniture transfrontières de ces services par des fournisseurs établis en Pologne.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Seules les sociétés polonaises sans participation étrangère peuvent être autorisées à utiliser des matériels, des lignes ou des réseaux directement liés à des matériels, des lignes ou des réseaux situés à l'étranger</p> <p>2) Seules les sociétés polonaises sans participation étrangère peuvent être autorisées à utiliser des matériels, des lignes ou des réseaux directement liés à des matériels, des lignes ou des réseaux situés à l'étranger</p> <p>3) Seules les sociétés polonaises sans participation étrangère peuvent être autorisées à utiliser des matériels, des lignes ou des réseaux directement liés à des matériels, des lignes ou des réseaux situés à l'étranger</p> <p>4) Néant</p>	

³ La diffusion est définie comme étant la chaîne de transmission ininterrompue nécessaire pour distribuer au grand public les signaux de programmes radiophoniques et télévisuels, mais elle ne couvre pas les liaisons de contribution entre les exploitants.

⁴ Seuls trois systèmes de télécommunication, qui utilisent principalement du matériel fabriqué en Pologne, peuvent être employés sur le réseau public de télécommunication, ou sur d'autres réseaux dont la desserte dépasse les limites d'une province (voïvodie).

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Tous les sous-secteurs	<p>Modes 1), 2), 3) et 4)</p> <p>L'installation et l'utilisation de matériel et de réseaux de télécommunication et la fourniture de services de télécommunication sont subordonnées à l'obtention de licences ou d'autorisations, sauf dans les cas spécifiés dans le décret pertinent du/de la Ministre de la communication</p> <p>Il n'est délivré de licences ou d'autorisations qu'à des entités enregistrées en Pologne</p> <p>L'obligation d'obtenir des licences ou des autorisations ne concerne pas l'exploitant national (Telekomunikacja Polska SA - TP SA)</p> <p>Les entités à capitaux étrangers en Pologne doivent être des sociétés à responsabilité limitée ou des sociétés par actions établies en Pologne</p> <p>Jusqu'au 31 décembre 2002, les entités à capitaux étrangers ne seront pas autorisées à posséder des réseaux internationaux ni à fournir des services internationaux par la mise à disposition d'installations</p> <p>En ce qui concerne les services et les réseaux internationaux et nationaux à grande distance, la participation étrangère est limitée à 49 pour cent du capital et des droits de vote</p> <p>Le nombre de licences et d'autorisations peut être soumis aux critères en matière de licences, qui sont accessibles au public</p>	<p>Modes 1), 2), 3) et 4)</p> <p>Dans les cas où une limitation de la participation étrangère s'applique, le conseil d'administration ou de surveillance doit être composé en majorité de citoyens polonais domiciliés en Pologne</p>	Voir annexe

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>2.C.</p> <p>a) Services de téléphonie vocale;</p> <p>b) Services de transmission de données avec commutation par paquets;</p> <p>c) Services de transmission de données avec commutation de circuits;</p> <p>d) Services de télex;</p> <p>e) Services de télégraphe;</p> <p>f) Services de télécopie;</p> <p>g) Services de circuits loués privés;</p> <p>Internationaux, à grande distance, locaux,</p> <ul style="list-style-type: none"> - publics et non publics; - fournis par la mise à disposition d'installations et par revente; - utilisant des systèmes à courants porteurs et des systèmes hertziens. <p>o) Autres services</p> <ul style="list-style-type: none"> - Services de télévision par câble et de réseaux radioélectriques 	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf que:</p> <p>a) aucun engagement ne couvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les services et réseaux publics à grande distance nationaux de téléphonie vocale jusqu'au 31 décembre 2002; - les services et réseaux publics à grande distance nationaux de téléphonie vocale jusqu'au 31 décembre 2002; - les services et réseaux nationaux de télex et de télégraphe jusqu'au 31 décembre 1999; <p>b) le champ territorial des licences et des autorisations pour les services et réseaux publics locaux de téléphonie vocale peut être soumis aux critères en matière de licences, qui sont accessibles au public.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) La participation étrangère est limitée à 49 pour cent du capital et des droits de vote</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de
fourniture:

- 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services et réseaux publics de téléphonie mobile cellulaire	<p>1) Néant, excepté ce qui suit: Utilisation exclusive du réseau international de TP SA jusqu'au 31 décembre 2002</p> <p>2) Néant, excepté ce qui suit: Utilisation exclusive du réseau international de TP SA jusqu'au 31 décembre 2002 et respect des accords internationaux</p> <p>3) Néant, excepté ce qui suit: Participation étrangère limitée à 49 pour cent du capital et des droits de vote Utilisation exclusive de l'infrastructure de TP SA, sauf pour les liaisons hertziennes à hyperfréquences dans les cas où TP SA n'est pas en mesure d'établir de telles liaisons d'ici au 31 décembre 2002</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
- Services mobiles et réseaux par satellite	<p>1),2),3) Néant, à compter du 1er janvier 2003</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1),2), 3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
- Radiorecherche	<p>1), 2) Non consolidé, sauf pour les systèmes paneuropéens de radiorecherche</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Note 1: Les sociétés autorisées à participer à l'exploitation de tous les réseaux téléphoniques fixes publics et des autres réseaux téléphoniques non publics sortant du cadre géographique de la voïvodie sont tenues d'utiliser dans leurs réseaux des dispositifs de commutation et du matériel de télétransmission entre centraux appartenant à trois systèmes de télécommunication choisis par une décision du gouvernement polonais. Cette obligation concerne aussi les réseaux de télécommunication autres que téléphoniques sortant du cadre géographique de la voïvodie pour le matériel de télétransmission entre centraux. Cette restriction deviendra caduque au plus tard en 1999.

Note 2: Un projet de nouvelle Loi sur les télécommunications sera établi d'ici à fin 1997.

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES			
Services de construction (CPC 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
4. SERVICES DE DISTRIBUTION			
B. <u>Services de commerce de gros</u>			
- Commerce de gros sur territoire polonais (CPC 622, sauf 62226, 62228, 62251, 62252)	1) Néant 2) Néant 3) L'établissement de sociétés de commerce de gros de biens de consommation importés est soumis à autorisation 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
C. <u>Services de commerce de détail</u>			
- Commerce de détail sur territoire polonais (CPC 631, 632, sauf 63107, 63108, 63211)	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
5. SERVICES D'ÉDUCATION			
- Services d'enseignement privé (CPC 921, 922, 923, 924)	1) Le régime de l'enseignement public et des bourses ne couvre pas l'enseignement assuré depuis l'étranger 2) Le régime de l'enseignement public et des bourses ne couvre pas l'enseignement assuré depuis l'étranger 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
6. SERVICES ENVIRONNEMENTAUX			
D. <u>Autres</u>			
Surveillance de l'environnement. Conseils en matière de protection de l'environnement. Purification des gaz brûlés. Lutte contre le bruit. (CPC 9404**, 9405**)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS ⁵			
A. <u>Tous les services d'assurance et services connexes</u>	1) Non consolidé sauf en ce qui concerne la réassurance et la rétrocession, pour lesquelles la part des primes conservée en Pologne ne doit pas être inférieure à 20 pour cent. Non consolidé sauf en ce qui concerne la réassurance et la rétrocession ainsi que l'assurance des marchandises entrant dans le commerce international.	1) Non consolidé sauf en ce qui concerne la réassurance et la rétrocession Non consolidé sauf en ce qui concerne la réassurance et la rétrocession ainsi que l'assurance des marchandises entrant dans le commerce international.	
- Services d'assurance et services connexes:	2) Non consolidé sauf en ce qui concerne la réassurance et la rétrocession, pour lesquelles la part des primes conservée en Pologne ne doit pas être inférieure à 20 pour cent. Non consolidé sauf en ce qui concerne la réassurance et la rétrocession ainsi que l'assurance des marchandises entrant dans le commerce international.	2) Non consolidé sauf en ce qui concerne la réassurance et la rétrocession Non consolidé sauf en ce qui concerne la réassurance et la rétrocession ainsi que l'assurance des marchandises entrant dans le commerce international.	
- Assurance directe (y compris la coassurance):			

⁵ Des règlements "prudentiels" sont actuellement étudiés en Pologne pour le secteur financier. Ils pourront nécessiter la modification des règles actuellement en vigueur ainsi que l'élaboration d'une nouvelle législation. Leur application sera conforme aux dispositions de l'Annexe sur les services financiers, paragraphe 2 - Réglementation intérieure, alinéa a).

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<ul style="list-style-type: none"> - sur la vie; - autre que sur la vie. - Services de réassurance et de rétrocession - courtage Inter médiation en assurance (CPC 812**, sauf 81212 et 81299; 81401 **, 81402 **) 	<p>3) Etablissement sous forme de société par actions seulement, sauf en ce qui concerne les services de courtage et d'agences, pour lesquels les mesures prévues sous "Engagements horizontaux" sont d'application. La participation étrangère dans les compagnies d'assurance ne peut être inférieure à 50 pour cent du fonds de garantie minimal. Etablissement sous forme de société par actions seulement, après l'obtention d'une licence, sauf en ce qui concerne les services d'inter médiation en assurance, pour lesquels les mesures prévues sous "Engagements horizontaux" sont d'application. Après le 1er janvier 1999 ou la date d'entrée en vigueur du cinquième Protocole, si celle-ci est ultérieure, l'accès aux marchés par le biais de succursales titulaires d'une licence sera autorisé. Une autorisation est nécessaire pour l'acquisition d'actions, ou de droits associés à des actions, de toute société qui détient 15 pour cent au moins des actions d'une compagnie d'assurance; cette prescription cessera d'être appliquée à compter du 1er janvier 1999 ou de la date d'entrée en vigueur du cinquième Protocole, si celle-ci est ultérieure. Les fonds au titre de l'assurance et les fonds propres des compagnies doivent être investis en Pologne et ne peuvent être transférés à l'étranger. Les directeurs des sociétés de courtage doivent posséder les qualifications de courtiers d'assurance. Les courtiers et agents d'assurance doivent résider en Pologne.</p>	<p>3) Néant</p>	

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u></p> <p>Services bancaires:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81119) -- Prêts de tout type (CPC 8113) - Tous services de règlement et de transferts monétaires (CPC 81339**) - Garanties et engagements (à l'exclusion des garanties et engagements du Trésor) (CPC 81199**) 	<p>Le pourcentage de fonds au titre de l'assurance qui peut être investi à l'étranger est limité à 5 pour cent. Les personnes exerçant des activités d'intermédiation en assurance doivent être titulaires d'une licence. Les entreprises d'intermédiation en assurance doivent être constituées en sociétés locales.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Les courtiers et agents d'assurance intermédiaires en assurance doivent résider en Pologne.</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Les banques ne peuvent s'établir que sous la forme de sociétés par actions. Les autorisations d'établissement pour toutes les banques sont délivrées compte tenu de considérations d'ordre prudentiel. Après le 1er janvier 1999 ou la date d'entrée en vigueur du cinquième Protocole, si celle-ci est ultérieure, l'accès aux marchés par le biais de succursales titulaires d'une licence sera autorisé. Une banque doit compter un certain nombre de Polonais (au moins un) parmi ses dirigeants.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Une banque doit compter un certain nombre de Polonais (au moins un) parmi ses dirigeants.</p>	<p>4) Néant</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant</p> <p>4) Néant</p>	

Modes de fourniture:

1) Fourniture transfrontières	2) Consommation à l'étranger	3) Présence commerciale	4) Présence de personnes physiques
-------------------------------	------------------------------	-------------------------	------------------------------------

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Autres services financiers:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières (à l'exclusion des bons effets du Trésor), y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services - En ce qui concerne les valeurs mobilières négociables, opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, ou sur un marché hors cote ou autre (CPC 8132 **, sauf 81329) - Services de fonds communs de placement Services de gestion d'actifs (CPC 81323 **) - Services de conseil et autres services auxiliaires des activités bancaires visées dans la présente liste (CPC 8133 **, sauf 81333 et 81339) 	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Etablissement après l'obtention d'une licence, uniquement sous forme de société par actions ou de succursale d'une personne morale étrangère fournissant des services liés aux valeurs mobilières Les courtiers et conseillers en valeurs mobilières doivent résider en Pologne. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Les courtiers et conseillers en valeurs mobilières doivent résider en Pologne.</p>	<p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Néant</p>	

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers	1) Obligation d'utiliser le réseau public de télécommunication ou le réseau d'un autre exploitant autorisé dans le cas de la fourniture transfrontières de ces services. 2) Obligation d'utiliser le réseau public de télécommunication ou le réseau d'un autre exploitant autorisé si ces services sont consommés à l'étranger. 3) Obligation d'utiliser le réseau public de télécommunication ou le réseau d'un autre exploitant autorisé dans le cas de la fourniture ou de la consommation transfrontières de ces services. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
Note: Les engagements ci-dessus relatifs au secteur des services financiers sont pris conformément au cinquième Protocole annexé à l'AGCS qui a déjà été ratifié par le Président de la République de Pologne.			

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</p> <p>A. <u>Services hospitaliers</u></p> <p>Services privés d'hôpitaux et de sanatoria (CPC 9311, à l'exclusion des services fournis par le secteur public)</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Les programmes publics d'assurance maladie ne couvrent pas les soins médicaux dispensés à l'étranger</p> <p>3) Le chef de l'établissement de santé ou son adjoint doit posséder les qualifications de docteur en médecine. Toutes les limitations applicables aux services médicaux et dentaires ainsi qu'aux services d'accoucheuses et d'infirmières sont applicables ici.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Le chef de l'établissement de santé ou son adjoint doit posséder les qualifications de docteur en médecine. Toutes les limitations applicables aux services médicaux et dentaires ainsi qu'aux services d'accoucheuses et d'infirmières sont applicables ici.</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Les consommateurs de services ne sont pas nécessairement autorisés à recevoir des aides financières publiques</p> <p>3) Les établissements étrangers et privés et les consommateurs de leurs services ne peuvent pas nécessairement avoir droit à une aide financière publique</p> <p>4) Néant</p>	
<p>9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES</p> <p>A. <u>Hôtellerie et restauration</u> (CPC 641, 642)</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Néant</p>	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Agences de voyages et organisateurs touristiques</u> (CPC 7471)	1) Présence commerciale obligatoire 2) Présence commerciale obligatoire 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Présence commerciale obligatoire 2) Présence commerciale obligatoire 3) Néant 4) Néant	
11. SERVICES DE TRANSPORT			
A. <u>Services de transports maritimes</u>			
Transports internationaux (de marchandises et de voyageurs) CPC 7211 et CPC 7212, <u>sauf</u> le transport de cabotage (voir ci-après - 1)	1) a) Trafic de lignes régulières: non consolidé b) Vracquiers, transport en cueillette et autres transports maritimes internationaux, y compris le transport international de voyageurs: néant	1) a) Néant b) Néant	Les services portuaires suivants sont mis à la disposition des fournisseurs de transports maritimes internationaux selon des clauses et conditions raisonnables et non discriminatoires: 1. Pilotage 2. Remorquage et traction

Modes de
fourniture:

- 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>2) Néant</p> <p>3) a) Etablissement d'une société immatriculée aux fins d'exploiter une flotte sous le pavillon national polonais: non consolidé</p> <p>b) Autres formes de présence commerciale pour la fourniture de services de transport maritime international (voir ci-après - 2): néant</p> <p>4) a) Equipages: non consolidé</p> <p>b) Personnel d'encadrement employé en raison d'une présence commerciale selon la définition donnée sous 3b) ci-dessus: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) a) Non consolidé</p> <p>b) Néant</p> <p>4) a) Non consolidé</p> <p>b) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>3. Embarquement de provisions, de combustibles et d'eau</p> <p>4. Collecte des ordures et évacuation des eaux de déballastage</p> <p>5. Services techniques portuaires</p> <p>6. Aides à la navigation</p> <p>7. Services à terre indispensables pour l'exploitation des navires, y compris services de communication, de fourniture d'eau et d'électricité</p> <p>8. Installations pour réparations en cas d'urgence</p> <p>9. Services d'ancrage et d'accostage</p> <p>10. Services d'entreposage</p>

Modes de
fourniture:

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Secteur or sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. <u>Services de transports aériens</u>			
c) Location d'aéronefs avec équipage (CPC 734)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	
d) Entretien et réparation d'aéronefs (CPC 8868**)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant	

ANNEXE 1

République de Pologne

Liste d'engagements additionnels concernant les services de télécommunication de base

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications:

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou bien
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;

b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et

c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

a) à tout moment, soit

b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public, à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées.

ANNEXE 2

République de Pologne

NOTES RELATIVES À LA SECTION SUR LES SERVICES DE TRANSPORT MARITIME INTERNATIONAL

DÉFINITIONS

1. Sans préjuger de l'étendue des activités pouvant être considérées comme du "cabotage" en vertu de la législation nationale applicable, cette Liste n'inclut pas les "services de cabotage maritime", qui englobent, en principe, le transport de passagers ou de marchandises entre un port situé en Pologne et un autre port situé en Pologne et le transport de passagers ou de marchandises entre un port situé en Pologne et des installations ou structures situées sur le plateau continental de la Pologne.

2. On entend par "autres formes de présence commerciale pour la fourniture de services de transport maritime international" la possibilité pour des fournisseurs de services de transport maritime international des autres Membres d'exercer localement toutes les activités nécessaires pour fournir à leurs clients un service de transport partiellement ou totalement intégré, dans lequel le transport maritime constitue un élément substantiel (cet engagement ne doit toutefois pas être considéré comme limitant d'une quelconque façon les engagements pris au titre du mode de fourniture transfrontières).

Ces activités englobent sans s'y limiter:

- a) la commercialisation et la vente de transports maritimes et de services connexes par contact direct avec les clients, depuis la fixation des prix jusqu'à la facturation, ces services étant exploités ou offerts par le fournisseur de services lui-même ou par des fournisseurs de services avec lesquels le vendeur des services a passé des arrangements commerciaux permanents;
- b) l'acquisition, pour leur propre compte ou au nom de leurs clients (et la revente à leurs clients) de tous services de transport et services connexes, y compris les services de transport intérieurs par n'importe quel mode, notamment les voies de navigation intérieures, la route et le rail, qui s'avérera nécessaire pour fournir le service intégré;
- c) l'établissement des documents de transport, documents de douane ou autres documents liés à l'origine et aux caractéristiques des marchandises transportées;
- d) la fourniture d'informations commerciales par tous les moyens, y compris les systèmes d'information informatisés et les échanges de données électroniques (sous réserve des dispositions de l'annexe sur les télécommunications);
- e) la conclusion d'ententes commerciales (y compris la participation au capital social d'une société) et la nomination de personnel local (ou, dans le cas du personnel étranger sous réserve de l'engagement horizontal concernant le mouvement des personnels) avec n'importe quelle agence de navigation maritime établie sur place;
- f) les prestations fournies pour le compte des sociétés, l'organisation de l'escale du navire ou, si nécessaire, la prise en charge de marchandises.

POLOGNE– LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	Conditions de la présence commerciale, contenues dans: - les traités de commerce et de navigation; - les traités concernant les relations d'affaires et relations économiques; - les accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers; qui outrepassent les limitations inscrites dans la liste polonaise d'engagements spécifiques	Tous les pays	Indéterminée	Dispositions de réciprocité contenues dans les accords existants ou futurs
Tous les secteurs	La Pologne accepte l'arbitrage obligatoire des différends entre investisseurs et organismes d'Etat invoqués soit par des fournisseurs de services ressortissants de pays avec lesquels la Pologne a ou peut conclure des accords qui prévoient cet arbitrage, soit pour le compte de ces fournisseurs.	Tous les pays	Indéterminée	Promotion et protection des investissements étrangers

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les services de transports de voyageurs et de marchandises, à l'exclusion des transports maritimes	Condition de réciprocité concernant la fourniture de services de transports par des fournisseurs des pays concernés sur le territoire, à l'entrée sur ce territoire et en transit sur ce territoire	Tous les pays	Indéterminée	Régime des accords de réciprocité existants ou futurs concernant la coopération en matière de transports (et des traités de même nature) ainsi que promotion et protection des investissements étrangers, pour l'application, notamment, de contingents de transport résultant de régimes de permis déterminés de façon bilatérale
Vente et commercialisation de services de transports aériens et systèmes informatiques de réservation	Accès préférentiel au marché résultant d'accords bilatéraux concernant les transports aériens	Tous les pays	Indéterminée	Clauses de réciprocité concernant la fourniture de services de transports aériens, incorporées dans les accords bilatéraux relatifs aux transports aériens
Services audiovisuels - production et distribution de films cinématographiques et de cassettes vidéo	Traitement préférentiel des oeuvres audiovisuelles, y compris accès préférentiel au financement	Tous les pays	Indéterminée	Ces accords ont pour but de resserrer les liens culturels entre les pays concernés sur la base d'accords de coproduction
Services audiovisuels - production et distribution d'oeuvres cinématographiques et de programmes de télévision	Traitement préférentiel adopté pour l'octroi d'avantages, conformément aux programmes de soutien, aux fournisseurs de programmes qui satisfont à des critères d'origine européenne spécifiques	Tous les pays d'Europe	Indéterminée	Protection et promotion de l'identité régionale des pays en question

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels - projection publique d'oeuvres audiovisuelles	Mesures préférentielles prises pour la mise en oeuvre de règlements tels que la Directive concernant les émissions de télévision de la CE (n° 89/552) ou conformément à ces règlements, et qui définissent les programmes d'origine européenne afin d'accorder le traitement national aux programmes audiovisuels qui satisfont à des critères spécifiques	Parties à la Convention sur la télévision transfrontières du Conseil de l'Europe et autres pays européens avec lesquels un accord pourrait être conclu	Indéterminée	Promotion de l'identité culturelle dans le secteur audiovisuel en Europe et réalisation de certains objectifs de politique culturelle
Services de pêche et services connexes	Traitement préférentiel accordé, dans le domaine de la compétence en matière de pêche des pays concernés, pour les services et les fournisseurs de services ressortissants de pays avec lesquels la Pologne a des relations favorables en matière de pêche, fondées sur le respect des pratiques internationales de protection des espèces et sur les politiques ou accords en matière de pêche, en particulier dans le bassin de la mer Baltique	Tous les pays	Indéterminée	Coopération pour la protection des lieux de pêche et de la pêche, fondée sur l'usage ainsi que sur des accords existants ou futurs, en particulier dans le bassin de la mer Baltique